

« ÉCOUTER LA SCIENCE » – CONTRE-EXPERTISE, ÉDUCATION POPULAIRE ET CHANGEMENT DE SYSTÈME À LA GRÈVE DU CLIMAT

« LISTEN TO SCIENCE » – COUNTER-EXPERTISE, POPULAR EDUCATION AND SYSTEM CHANGE AT CLIMATE STRIKE SWITZERLAND

Robin Augsburger, *Université de Lausanne, Faculté des Géosciences et de l'Environnement (FGSE), Institut de Géographie et Durabilité (IGD)*

N° ORCID : 0009-0001-8484-0933

Résumé

Les mouvements climat appellent à « écouter la science » et valorisent fortement les savoirs scientifiques. Les liens entre ces mouvements et la science, encore relativement peu étudiés, varient cependant d'un pays et d'un mouvement à l'autre. Pour préciser ces liens à la science et documenter le mouvement en Suisse, cet article s'appuie sur une enquête ethnographique au sein de la Grève du Climat – Suisse, membre de Fridays for Future. Il montre que contrairement à d'autres composantes des mouvements climat, la Grève du Climat produit des (contre-)expertises et assume clairement un positionnement politique et une revendication de changement de système. Ces expertises s'inscrivent dans un discours et un projet de rupture avec l'ordre établi, tout en mobilisant largement la science déjà existante (notamment les publications du GIEC) et des connaissances reconnues voire produites par les autorités. Tout en rejetant les logiques des « systèmes experts », le mouvement produit des expertises qui s'inscrivent dans un registre analogue à celui des expertises dominantes. Celles-ci sont produites et diffusées au sein et en marge de la Grève du Climat par des activités relevant de l'« éducation populaire politique », et sont portées collectivement par le mouvement qui revêt lui-même le rôle d'expert.

Mots-clés

Contre-expertise ; mouvements climat ; Grève du Climat ; Fridays for Future ; éducation populaire

Abstract

Climate movements call for « listening to science » and place strong value on scientific knowledge. Yet, the link between these movements and science is still relatively rarely studied and varies across countries and movement strands. This article addresses this gap through an ethnographic research within Climate Strike Switzerland, a member of Fridays for Future, clarifying this link to science and documenting the movement in Switzerland. The findings show that, unlike other components of climate movements, Climate Strike produces (counter) expertise and clearly states political stances and a system change demand. These forms of expertises are situated within a discourse and project that seek to break with the established order, while extensively mobilising existing science (notably the publications of the Intergovernmental Panel on Climate Change IPCC) and as well as knowledge that is recognized, and in some cases even produced, by the authorities. Finally, while rejecting the logic of “expert systems”, the movement produces forms of expertise that are analogous in form to mainstream expertise. These are produced and disseminated both within and at the margins of Climate Strike through practices of « political popular education » and are collectively promoted by the movement, which thereby assumes the role of expert itself.

Keywords

Counter-expertise ; climate movements ; Climate Strike Switzerland ; Fridays for Future ; popular education

INTRODUCTION

La science joue depuis longtemps un rôle important au sein du mouvement écologiste, et l'appel à « écouter la science » est un élément central du discours des mouvements climat qui ont émergé à la fin des années 2010. La place de la science varie cependant d'un mouvement et d'un pays à l'autre et la manière dont les connaissances scientifiques sont mobilisées par les nouveaux mouvements climat est encore peu étudiée (Rödder & Pavenstädt, 2023). La science occupant une place importante dans les débats concernant le réchauffement climatique, il nous semble pertinent de creuser cette question. Pour ce faire, nous nous appuyons sur un travail ethnographique mené au sein de la Grève du Climat (GdC), membre suisse du mouvement international Fridays for Future (FFF) qui est né en 2018 de grèves étudiantes pour dénoncer l'inaction climatique.

Après un état de l'art sur les mouvements climat et leur rapport à la science, nous mobilisons notre travail de terrain pour analyser le lien entre la GdC et la science, le développement d'expertises, la mobilisation de celles-ci pour soutenir une revendication de changement de système et leur diffusion au sein du mouvement. Enfin nous discutons les questions soulevées par le discours de rupture porté par la GdC. Nous visons une compréhension plus fine de la place et de l'usage de la science au sein du mouvement écologiste tout en documentant les pratiques de la GdC en Suisse, encore peu étudiées.

REVUE DE LITTÉRATURE

La littérature montre l'importance de la science et de l'expertise dans le mouvement écologiste (Karnik Hinks & Rödder, 2023), une tendance déjà ancienne qui fait souvent des ONG des actrices de la mise en œuvre de politiques publiques (Faraco, 2006 ; Ollitrault, 2001). Nous retenons une définition large de l'expertise, « application de la démarche scientifique » et « prise en compte des connaissances qui en résultent dans les processus décisionnels » (Boucher, 2019, p. 256).

L'usage et la production d'expertises ne sont pas inédits dans les mobilisations environnementales en Suisse, comme le montre notamment un numéro des *Cahiers d'Histoire du mouvement ouvrier* (Elsig et al., 2019). Toutefois, les « mouvements climat » nés en 2018 et 2019 – dont la GdC – ne s'inscrivent que partiellement dans les filiations, revendications et modes d'actions de mouvements plus anciens (de Moor et al., 2021). Giugni rapproche certes la GdC d'autres « nouveaux mouvements sociaux », qui éprouvent « une méfiance à l'égard du marché et s'engagent pour une distribution égalitaire des ressources, [...] rejettent la régulation de la conduite intellectuelle et collective par les bureaucraties publiques et privées, demandent la démocratie participative et l'autonomie par rapport au marché et à l'État » (Giugni, 2019, p. 63). Buzogány et Scherhauser (2023) regroupent plutôt FFF, Extinction Rebellion, Ende Gelände, Just Stop Oil et quelques autres au sein d'un « nouveau mouvement climat » né à la fin des années 2010, dans un contexte de transformation de la manière dont les conflits environnementaux s'expriment (Zamponi et al., 2022).

Pour FFF (Han & Ahn, 2020) comme pour ces autres mouvements (Karnik Hinks & Rödder, 2023), l'appel à « écouter la science » est central. Si l'absence de controverse techno-scientifique en leur sein, à l'exception parfois du nucléaire, a été notée (Rödder & Pavenstädt, 2023), le lien à la

science varie d'un groupe à l'autre, voire au sein d'un même groupe (Thierry, 2023). Au sein de FFF, certaines branches mettent en avant la science sans adopter de position politique marquée, en Allemagne et aux États-Unis notamment (Marquardt, 2020 ; Rödder & Pavenstädt, 2023). Il s'agit d'une orientation internationale qui tend parfois à l'« écocentrisme technocratique » (Zulianello & Ceccobelli, 2020) et mettrait de côté des enjeux éthiques et politiques que la science ne peut résoudre seule (Evenseen, 2019). En Italie, le groupe romain de FFF défend un nouveau modèle de société tout en produisant des connaissances « vernaculaires » et en servant de médiateur entre science et population (Belotti & Bussoletti, 2022). En Suisse, « la motivation [...] à participer au mouvement relève surtout de considérations scientifiques et morales sur les effets de la crise climatique » (Schaupp et al., 2022b, p. 5) mais des données de 2019 suggèrent que les participant·es aux marches ne font pas aveuglément confiance à la science pour résoudre ladite crise (della Porta & Portos, 2023).

Les études sur FFF portent surtout sur la composition du mouvement, jeune, souvent primo-militant et plutôt féminin (de Moor et al., 2020 ; Lorenzini et al., 2021 ; Noth & Tonzer, 2022 ; Sommer et al., 2019 ; Wahlström et al., 2019) et sont largement centrées sur le Nord global, ce qui relève en partie d'un eurocentrisme académique (Zitterbarth, 2021) et médiatique. La domination d'activistes du Nord sur le mouvement est par ailleurs réelle – du moins l'était au début (Spini, 2024). FFF privilégie toutefois de plus en plus des positions anticapitalistes et décoloniales – malgré des conflits liés aux dynamiques internes ou à la question palestinienne (Spini, 2024).

S'il existe de nombreuses études sur FFF, ce n'est pas encore le cas des mouvements climat en Suisse ni de la GdC en particulier (Schaupp et al., 2022a). On peut tout de même se référer à une étude sociologique sur la composition et les buts de la GdC, décrivant un mouvement qui « s'appuie presque exclusivement sur les connaissances scientifiques » (Schaupp et al., 2022b, p. 6) et qui s'emploie « résolument à combiner les objectifs écologiques et sociaux » (Schaupp et al., 2022b, p. 5). Un mémoire en anthropologie (Augsburger, 2023) décrit plus finement l'organisation de la GdC, décentralisée¹³ et horizontale, et l'attitude préfigurative adoptée par les activistes. L'impact du mouvement a été évalué : près du tiers de la population suisse aurait été encouragé à adopter des comportements plus respectueux de l'environnement par les mobilisations de Greta Thunberg et de FFF (Fritz et al., 2023). Finalement, les alliances de la GdC avec des syndicats, des groupes féministes et des scientifiques ont été récemment décrites (Schaupp et al., 2024).

MÉTHODES

Pour rendre compte du lien entre la GdC et la science, cet article s'appuie sur une recherche ethnographique, un « engagement polymorphe » (Gusterson, 1997), menée de 2020 à 2025, impliquant plusieurs phases d'observation participante – alternant de manière souple observation participante et surtout participation observante et participation totale selon la typologie de Junker (1960) – lors de réunions, manifestations, ateliers, moments festifs, interactions informelles et autres ; neuf entretiens semi-directifs et deux *focus groups* avec des activistes romand·es ; ainsi que

¹³ Mais dotée de structures nationales formelles, contrairement par exemple à FFF Allemagne (Döninghaus et al., 2020).

de l'analyse de documents (articles sur le site climatestrike.ch, réseaux sociaux, procès-verbaux et documents de travail internes) et de discussions par messagerie instantanée entre activistes.

La plus grande partie du travail de terrain, de 2021 à 2022, était constituée surtout de participation totale et participation observante, dans le cadre d'un terrain immersif (et à découvert) de plusieurs mois, focalisé sur le fonctionnement interne de la GdC, surtout en Suisse romande mais sans s'y limiter. Des entretiens réalisés avec huit militant·es de la GdC en 2020 et 2022, enregistrés et codés, ont permis d'approfondir les vécus personnels et de prendre connaissance d'éléments que nous n'avions pu observer. Les observations, discussions informelles et analyses de documents plus récentes ont permis d'apporter des précisions relatives plus particulièrement à la mobilisation et à la diffusion des connaissances scientifiques par la GdC.

LA GRÈVE DU CLIMAT ET LA SCIENCE

L'IMPORTANCE DE LA SCIENCE

La GdC organise depuis 2018 des grèves étudiantes et autres mobilisations pour réclamer une action énergique en faveur du climat, et porte des revendications concernant les aspects climatiques, écologiques et sociaux de la crise environnementale. Selon elle, comme selon d'autres mouvements climat (Rödder & Pavenstädt, 2023), les autorités ne prennent pas suffisamment en compte les connaissances scientifiques sur le réchauffement climatique, notamment celles du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) dont la place centrale a déjà été relevée dans d'autres pays (Rödder & Pavenstädt, 2023). Notre recherche confirme que ces connaissances sont fortement valorisées par les activistes. Déjà à la première réunion nationale, en décembre 2018, on trouvait des appels à intégrer des faits scientifiques aux discours et tracts, et à les regrouper dans une infographie¹⁴. Il y a aussi depuis le début du mouvement des appels pour que les élu·es assistent à des présentations scientifiques. L'importance de la science se reflète dans l'élaboration des revendications. Celle, centrale, de neutralité carbone d'ici 2030¹⁵, adoptée en 2018, affinée en 2019, est basée sur un rapport du GIEC (GIEC, 2018 ; Masson-Delmotte et al., 2018) dont les conclusions impliquent que pour avoir deux chances sur trois de maintenir le réchauffement global sous 1,5°C, la neutralité carbone doit être atteinte d'ici à 2050 au niveau mondial, avec réduction massive des émissions au plus vite.

On trouve aussi des références scientifiques dans des communiqués et dossiers de presse, des publications sur les réseaux sociaux, le journal *Perturbations*, un rapport du groupe de travail *System Change*, et, un exemple parlant, dans le Plan d'action climatique (CAP) publié en 2021, développé par des membres de la GdC, des scientifiques et divers·es spécialistes, dont les 138 mesures proposées s'appuient sur des sources scientifiques.

¹⁴ Rencontre pour une grève climatique, 30.12.2018 (non publié).

¹⁵ « [L]es émissions nettes de gaz à effet de serre doivent diminuer d'au moins 13 % par an entre le 1.1.2020 et le 1.1.2024, puis d'au moins 8 % par an jusqu'au 1.1.2030. Tous les taux sont relatifs aux niveaux d'émissions de 2018 » (Grève du Climat, s. d.).

(CONTRE-)EXPERTISE ET CHANGEMENT DE SYSTÈME

On parle parfois d'undone science, « des absences de recherche scientifique rencontrées par le mouvement social et les organisations de la société civile lorsqu'ils tentent d'émettre des revendications [...] dans le champ politique » (Hess, 2009, p. 306). Mais si les « organisations issues de la société civile [...] s'intéressent souvent à des sujets sensibles qui sont écartés de l'agenda » de recherche (Aberer, 2023, p. 25), ce n'est pas vraiment le cas à la GdC.

Ses actions et publications s'appuient souvent sur des sources scientifiques déjà existantes, que ce soit un ensemble de publications scientifiques – par exemple concernant le système économique (Grève du Climat, 2022b) ou l'alimentation (Grève du Climat, 2020) – ou un article isolé. Parfois, elles renvoient au CAP comme lors du référendum contre la Loi CO2 (Écologie sociale, 2021). Face à des menaces de licenciements dans des aciéries justifiés par les coûts élevés de l'énergie, le mouvement s'investit pour préserver ce qu'il voit comme des capacités stratégiques indispensables à la transition écologique ; développe des revendications (notamment la socialisation des usines) en s'appuyant sur les rapports du GIEC (Grève du Climat, 2024b, 2024c, 2025a, 2025b) ; réclame une « politique industrielle socio-écologique » ; et articule enjeux politiques, économiques et climatiques.

Parfois c'est de la littérature grise, des textes vulgarisés ou des données étatiques qui sont cités, comme par exemple pour une fiche d'information en neuf langues (Grève du Climat, 2022c) publiée dans le cadre d'une campagne contre une centrale électrique à combustibles fossiles en Argovie – depuis jugée illégale par le Tribunal administratif fédéral (2024). Autre exemple : un comité référendaire, dont la GdC faisait partie, opposé à un contournement routier à La Chaux-de-Fonds, a repris en 2021 les chiffres des autorités pour en tirer des conclusions différentes en les confrontant à des études sur la mobilité. Le CAP, lui, cite des données et études de treize offices fédéraux, de l'OCDE, de l'UICN, de la FAO, de l'administration étasunienne et de la Commission européenne en sus de la littérature scientifique.

Les revendications concernant les aciéries invoquent les analyses du GIEC, mais ne peuvent pas en être déduites directement. De même pour la neutralité carbone d'ici 2030 en Suisse : cette revendication découle de la volonté de faire contribuer plus largement les pays riches dans une perspective de solidarité internationale, pas seulement du rapport correspondant du GIEC (la mesure n'y figure pas – Extinction Rebellion vise d'ailleurs 2025 plutôt que 2030). La GdC ne fait donc pas qu'« écouter la science », elle la mobilise pour en tirer des revendications circonstanciées. Notons que si l'absence de controverse techno-scientifique¹⁶ – à part un temps sur le nucléaire – se retrouve aussi à la GdC, cela n'empêche pas des dissensions politiques parfois marquées (Augsburger, 2023).

La GdC « remet en question les institutions fondamentales de l'économie de marché et en partie aussi les prises de décision politiques » (Schaupp et al., 2022b, p. 6) et estime que pour ne pas

¹⁶ Notons aussi que comme dans d'autres mouvements climat « la climatologie et les techniques qui y sont associées [...] ne sont pas présentées comme faisant partie du “système” » (Rödder et Pavenstädt, 2023, p. 37) remis en question.

dépasser 1,5°C de réchauffement global, il faut un « changement de système », peu défini au début (un procès-verbal de la première réunion nationale contient même : « Veut-on indiquer que l'on souhaite un changement de système ou pas encore ? Mitigé. »¹⁷). La revendication, d'abord une clause à activer « dans le cas où il serait impossible d'accéder [aux autres] revendications dans le système actuel »¹⁸, a été précisée depuis, intégrant horizontalité, anticapitalisme, décroissance, anti-extractivisme, critique des relations Nord-Sud, queerféminisme...

La science se retrouve au service d'un projet de rupture avec l'ordre établi et l'expertise prend plus spécifiquement la forme de contre-expertise, « arme critique vis-à-vis du pouvoir et des institutions » (Mouchard, 2009, p. 236) qui s'inscrit dans le rejet de la domination des « systèmes experts » (Giddens, 1991). La science est articulée à d'autres formes de savoirs. On lit dans un article que pour la transformation des cycles industriels, on a besoin de « connaissances spécialisées », ce qui implique « le savoir des scientifiques », mais aussi « le savoir des travailleuses qui connaissent le mieux la production dans leur secteur (et leurs régions). Iels sont les plus à même de traduire les propositions [...] théoriques en une politique climatique appliquée » (Grève du Climat, 2025a).

Les activistes appellent à valoriser d'autres types de connaissances en plus de la science, notamment celles des travailleurs et travailleuses (une catégorie de savoir s'appuyant sur les connaissances professionnelles, peu définie par la GdC, mobilisée aussi par des syndicats¹⁹), pour aller vers la rupture escomptée. Les contre-expertises s'appuient toutefois en bonne partie sur des connaissances reconnues voire produites par les autorités et s'inscrivent dans un registre analogue à celui des expertises dominantes.

CONSTRUIRE ET DIFFUSER L'EXPERTISE

Ces contre-expertises sont destinées à être partagées. Un document du groupe neuchâtelois exprime que la GdC :

est et doit rester un espace d'apprentissage pratique et idéologique. Cela passe par des formations formelles ou informelles, la préparation et la réalisation d'actions, les discussions entre militant·es, les conférences, les ateliers... Les personnes qui n'ont pas d'expérience militante doivent pouvoir [...] y apprendre quelque chose en termes de militantisme ou de compréhension du monde. (Grève du Climat, 2022a)

Une militante nous explique en entretien que participer à la GdC « donne beaucoup de compétences organisationnelles, surtout », et qu'on y « apprend à comprendre comment fonctionne un système politique, [...] comment fonctionnent les organisations politiques qui sont hors du système

¹⁷ Rencontre pour une grève climatique, 30.12.2018, p. 3 (non publié).

¹⁸ Cette phrase figurait jusqu'à début 2021 sur le site climatestrike.ch.

¹⁹ Lors d'une manifestation devant l'aciérie de Gerlafingen, à laquelle a participé la GdC fin 2024, le président de l'Union syndicale suisse a ainsi dit aux travailleuses (en allemand) : « Vous êtes les meilleurs experts ! »

politique institutionnel » ou encore « à concilier les opinions de différentes personnes, à trouver des consensus ». Une autre renchérit :

J'ai appris plein de trucs logistiques tels : organiser une manif, s'organiser pour avoir des contacts avec d'autres entités qui voudraient faire des actions avec nous, dans l'inclusivité, [...] dans la communication [...], dans comment tu peux rendre une discussion, une réunion inclusive au possible.

Ces « trucs logistiques » sont autant d'éléments utiles pour porter les revendications du mouvement. Dans cette optique, les frontières entre la GdC et le public sont volontairement floues (Augsburger, 2023). L'apprentissage par la pratique et les moments informels jouent un rôle important. Une activiste explique en entretien qu'elle a beaucoup appris :

Sur le tas et en essayant, en faisant quoi. Parce qu'on devait faire des trucs et comme je savais pas les faire, j'ai essayé et puis on demandait aux autres. [...] Il y a eu quand même deux-trois formations qui étaient vraiment organisées comme des formations.

En sus de cet apprentissage sur le tas, les activistes s'efforcent de formaliser le développement et la transmission des savoirs : wiki ; récapitulatifs des réunions ; procès-verbaux précis ; ateliers médias, rhétorique, graphisme, sonorisation, *street-medic* ; système de *buddy* (mentorat) ; inputs théoriques ou d'actualité lors de réunions ; discussions collectives ; et aussi conférences, webradios, podcasts, tracts, magazines, réseaux sociaux... Au plus fort de la crise covid, plusieurs groupes de la GdC, en coordination avec des groupes français, ont organisé des webinaires. On lit dans un message de mars 2020 diffusé sur plusieurs groupes Telegram du mouvement :

[D]es groupes régionaux se sont créés pour mettre en place différents systèmes d'éducation/formation à l'interne et à l'externe de la Grève du Climat. Avec le Covid-19, ces dernières activités se sont même intensifiées, certaines régions affirmant même ouvertement qu'il s'agit aujourd'hui d'une de leurs priorités.

La GdC a développé sa vision de l'éducation dans le CAP, y consacrant un chapitre composé de neuf mesures. Le résumé introductif explique :

Les écoles, les médias et le gouvernement devraient s'assurer de la diffusion d'informations fiables [...]. Ainsi, les citoyens auront une vue d'ensemble des problèmes [...] à affronter et des solutions déjà existantes, qui sont le fondement d'un processus démocratique et constructif [...]. Les citoyens doivent avoir les compétences nécessaires pour contribuer activement et de manière appropriée à la réduction des émissions [...]. Enfin, ils devront être capables de mettre en pratique ces connaissances et ces outils, ce qui n'est pas le cas actuellement. (Grève du Climat, 2021, p. 35)

L'éducation y dépasse le cadre scolaire et a

un rôle important à jouer dans le monde de l'industrie et des affaires car ces milieux offrent la possibilité de sensibiliser une grande partie de la population. [...] L'objectif serait de sensibiliser l'employé à l'influence de leur [sic] entreprise sur le climat et de les pousser à agir. (Grève du Climat, 2021, p. 35)

Les partages et développements de savoirs, ainsi que l'approche développée dans le CAP, peuvent être qualifiés d'*éducation populaire*. Le terme, parfois utilisé à la GdC, connaît plusieurs acceptions (Chateigner, 2012). Il s'agit ici d'une « forme de rapport contestataire au politique qui passerait par la critique sociale » (Besse et al., 2016, pp.14-15). Il ne s'agit pas que de transmettre des connaissances, mais de le faire de manière à provoquer une rupture avec l'ordre établi. Si le CAP

s'inscrit en fait en bonne partie dans le « système » décrié par les activistes, dans la pratique, les efforts d'éducation populaire tendent à s'autonomiser de l'État et relèvent plus spécifiquement d'une « éducation populaire pour révolter » (Morvan, 2011, p. 31), d'une « éducation populaire politique » qui vise « explicitement à soutenir l'exercice politique des citoyens et une démocratie intense, en vue de leur émancipation et de la transformation sociale » (Morvan, 2011, p. 79).

L'ancrage de la GdC dans une tradition d'auto-éducation extra-institutionnelle se lit dans l'usage du terme « causerie » par le groupe neuchâtelois pour qualifier (oralement, sur des affiches et sur les réseaux sociaux) des présentations, publiques ou non. Ce terme, né dans les cercles anarchistes français du début du XX^e siècle (Lenoir, 2023), désignait des moments qui se voulaient « entièrement libres où les compagnons viendraient écouter des conférences à leur gré [...] et où le formalisme de l'enseignement serait remplacé par de la franche camaraderie » (Manfredonia, 1998, p. 18). Ce rejet (partiel) du formalisme se voit aussi dans l'usage par le groupe neuchâtelois de la GdC, en tandem avec celui de causerie, du terme « schlagférence » (conférence « schlague », désignant une conférence non conventionnelle, peu préparée voire en partie improvisée). La préparation de ces présentations est en fait prise au sérieux, et repose notamment sur des sources scientifiques.

Même si l'acte fondateur de la GdC est une série de grèves étudiantes et malgré ces activités d'éducation populaire autonomes, il n'y a pas de rupture avec les institutions de formation. Ces dernières sont parfois valorisées dans le discours de la GdC, comme en 2024 quand les militant·es tessinois·es se sont mobilisé·es pour rendre obligatoire une journée d'information sur le climat pour les membres du Grand Conseil, avec des slogans éloquentes : « retournez à l'école », « les vacances sont finies ». Les activistes les ont parfois poussé·es à se positionner : l'Assemblée et la commission durabilité de l'Université de Neuchâtel soutiennent officiellement les buts du mouvement – sans se positionner sur les moyens d'action (Fasel Lauzon, 2020). Les militant·es ont pu profiter de ressources disponibles dans les établissements (locaux, impressions...). Des professeur·es ont participé lors de grèves étudiantes à des conférences et tables-rondes dans des universités (fréquentées aussi par des non-universitaires). L'école obligatoire a été investie modestement, de manière plus consensuelle. Dans le canton de Berne, la GdC y est intervenue à plusieurs reprises pour parler du climat.

Notre terrain montre aussi cette attitude nuancée vis-à-vis de la politique institutionnelle et des administrations publiques. Les activistes portent un discours de rupture franche mais cultivent des liens avec les institutions décriées. La GdC bénéficie parfois de compétences et d'allié·es inscrit·es dans ces institutions : *street-level bureaucrats* (Lipsky, 1980), employé·es d'administrations publiques, de compagnies d'électricité, d'écoles, ou cadres, scientifiques, élu·es, qui prennent sur elles et eux de soutenir le mouvement ou de ne pas l'entraver. Elle exerce un modeste *lobbying* auprès d'élu·es sympathisant·es, et use de pétitions, motions, référendums et parfois initiatives populaires, tout en ayant recours à la désobéissance civile, à l'action directe et à la confrontation ouverte (par exemple en soutenant la ZAD de la Colline). La GdC oscille en fait entre collaboration avec les institutions, rupture (ou confrontation), et, nous semble-t-il majoritairement, « démocratie d'interpellation » (Balazard & Gonthier, 2022) – manifestations, grèves étudiantes, désobéissance civile.

S’AFFIRMER COLLECTIVEMENT

La Grève du Climat noue des alliances justifiées par un engagement dans un mouvement social progressiste plus large (Schaupp et al., 2022a), qui contribuent aussi à surmonter un « déficit de pouvoir » (Schaupp et al., 2024) lié à l'âge des militant·es (Bergmann & Ossewaarde, 2020 ; Han & Ahn, 2020). Elle s'appuie sur le droit, notamment l'Accord de Paris²⁰, et sur des références à la science et des auto-formations scientifiques, ce qui peut contribuer à asseoir sa légitimité (Belotti & Bussoletti, 2022 ; Buzogány & Scherhauser, 2023). Les contre-expertises qui, tout en contestant « le système », reprennent les codes d'un savoir établi peuvent également contribuer à s'affirmer comme acteur crédible.

Cette affirmation repose sur un discours collectif : le mouvement lui-même est l'expert. Il n'y a pas d'intellectuel·le organique à la GdC (bien que les analyses et propositions de certain·es activistes ont plus de poids que d'autres), et malgré les liens avec des scientifiques, pas non plus d'« intellectuel spécifique » (Corcuff, 2009). Le mode d'organisation horizontal pousse à partager les savoirs et à développer collectivement les analyses, revendications et stratégies, au-travers des différentes activités que nous avons regroupées sous l'étiquette d'« éducation populaire politique ». Le rôle intellectuel est endossé collectivement – cela ne signifie pas que chaque activiste maîtrise personnellement chaque expertise ou chaque enjeu scientifique ou politique – et les analyses et revendications sont portées au nom du mouvement. Les producteurs et productrices de l'expertise ne sont d'ailleurs pas forcément les personnes qui portent publiquement ces analyses et revendications.

DISCUSSION ET CONCLUSION

Nos résultats sont cohérents avec la littérature quant au rôle central de la science au sein des mouvements climat. La GdC la valorise fortement, notamment les rapports du GIEC. Comme d'autres mouvements également (Rödder & Pavenstädt, 2023), la GdC traite la science comme un acteur unifié, et les controverses techno-scientifiques sont très rares au sein du mouvement. Cela n'empêche pas les activistes de s'engager résolument dans une perspective politique, entraînant parfois des désaccords internes, et d'assumer, contrairement à d'autres composantes des mouvements climat et de FFF, des propositions concrètes. Les activistes adoptent de plus une attitude préfigurative, s'efforçant d'incarner leur idéal.

Un discours de rupture franche côtoie une pratique nuancée et le recours à certains mécanismes du « système » dénoncé. La GdC n'adopte toutefois pas « un rôle de partenaire avec la puissance publique » (Faraco, 2006, p. 84) contrairement à certaines ONG, et la mobilisation de la science ne mène pas à une dépolitisation technocratique de l'écologisme (Accetti, 2021), qui a pu imprégner

²⁰ Le mouvement produit parfois des argumentaires juridiques, par exemple pour défendre le droit d'affichage (Grève du Climat, 2024a). Divernois (2023) montre toutefois que pour certain·es militant·es de la GdC, il semble dangereux de trop s'appuyer sur le droit.

des groupes, allemands et étasuniens notamment, de FFF. La tension entre participation et rejet vis-à-vis de la politique institutionnelle n'est pour autant pas résolue.

La GdC produit collectivement des contre-expertises qui sont portées au nom du mouvement (et pas d'intellectuel·les ou de scientifiques individuel·les). Leur développement et leur dissémination au sein du mouvement passent par des efforts d'« éducation populaire politique » largement autonomisés de l'État et des institutions de formation. Mais les mobilisations dans les institutions de formation remettent ces dernières en cause sans pour autant les rejeter en bloc. Comme cela a aussi été relevé en Italie (Francesconi, 2021), les activistes se concentrent sur des liens – interpersonnels, comme montré déjà par Schaupp et al. (2024), parfois *via* des syndicats ou des groupes comme Scientists for Future – avec des enseignant·es et chercheur·euses plutôt qu'avec les institutions de formation et préfèrent une « pédagogie fluide » (Francesconi, 2021) à la rigidité du système éducatif – d'où les efforts d'éducation populaire autonome. Des collaborations fructueuses avec des scientifiques, enseignant·es et professeur·es, parfois directement des établissements scolaires, ont pourtant eu lieu, et la remise en cause des politiques éducatives va de pair avec une valorisation des savoirs académiques. Plus largement, la dénonciation des autorités politiques et des mécanismes étatiques et capitalistes n'empêche pas non plus les activistes de s'appuyer sur une science reconnue par ces autorités et souvent même sur des données produites sous leur direction. La science n'est toutefois pas la seule forme de savoir valorisée et mobilisée par la GdC, qui mobilise diverses théories politiques et en appelle aux connaissances des travailleur·euses.

Une partie de la recherche sur laquelle s'appuie cet article date déjà, mais les résultats sont en phase avec la littérature et nos observations ne montrent pas un changement significatif entre 2020 et 2025. Notre contribution comble partiellement le manque d'études sur les liens entre mouvements climat et science tout en contribuant à mieux comprendre la GdC spécifiquement.

Il reste à creuser la distribution (et peut-être l'asymétrie) des rôles endossés par les militant·es dans l'élaboration des contre-expertises. De plus, le fonctionnement de la GdC permet des nuances régionales qui ne sont pas restituées ici²¹. Il serait également intéressant d'analyser le lien entre la composition de la GdC, qui compte beaucoup d'étudiant·es, et le recours à des registres para-scientifiques. Plus globalement, élargir ce type d'étude à d'autres pays semble crucial pour mieux comprendre la place de la science au sein des mouvements climat.

RÉFÉRENCES

Aberer, N. (2023). *L'interdiction du dioxyde de titane dans l'alimentation : Les stratégies discursives des ONG* [Mémoire de master]. Université de Lausanne.

Accetti, C. I. (2021). Repoliticizing Environmentalism : Beyond Technocracy and Populism. *Critical Review*, 33(1), 47-73.

²¹ Notre engagement (participation totale) a aussi pu nous pousser à nous concentrer sur certains pans du mouvement pour des raisons autres que scientifiques.

- Augsburger, R. (2023). *Empêcher la domination. La construction de l'horizontalité à la Grève du Climat* [Mémoire de master]. Université de Neuchâtel. Libra. <https://libra.unine.ch/handle/123456789/30908>
- Balazard, H., & Gonthier, A. (2022). Démocratie d'interpellation. In G. Petit, L. Blondiaux, I. Casillo, J. M. Fourniau, G. Gourgues, S. Hayat, R. Lefebvre, S. Rui, S. Wojcik, & J. Zetlaoui-Léger (Eds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation* (2^e éd.). GIS Démocratie et Participation. <https://www.dicopart.fr/democratie-d-interpellation-2022>
- Belotti, F., & Bussoletti, A. (2022). *FridaysForFuture. Rappresentazioni sociali del cambiamento climatico e pratiche d'uso dei social media*. FrancoAngeli.
- Bergmann, Z., & Ossewaarde, R. (2020). Youth climate activists meet environmental governance: Ageist depictions of the FFF movement and Greta Thunberg in German newspaper coverage. *Journal of Multicultural Discourses*, 15(3), 267-290.
- Besse, L., Chateignier, F., & Ihaddadene, F. (2016). L'éducation populaire. *Savoirs*, 42, 13-49.
- Boucher, M. (2019). Expertise. In L. Boussaguet, S. Jacquot, & P. Ravinet (Eds.), *Dictionnaire des politiques publiques* (5^e éd.) (pp. 256-263). Presses de Sciences Po.
- Buzogany, A., & Scherhauer, P. (2023). The New Climate Movement : Organization, Strategy, and Consequences. In H. Jörgens, C. Knill & Y. Steinebach (Eds.), *Routledge Handbook of Environmental Policy* (pp. 358-380). Routledge.
- Chateignier, F. (2012). « Éducation populaire » : les deux ou trois vies d'une formule [Thèse de doctorat, Université de Strasbourg]. HAL. <https://theses.hal.science/tel-03921269v1>
- Corcuff, P. (2009). Intellectuel organique. In O. Filleule, L. Mathieu, & C. Péchu (Eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (pp. 307-312). Presses de Science Po.
- della Porta D., & Portos, M. (2023). Rich kids of Europe ? Social basis and strategic choices in the climate activism of Fridays for Future. *Rivista Italiana di Scienza Politica*, 5, 24-49.
- de Moor, J., Uba, K., Wahlström, M., Wennerhag, M., & De Vydt, M. (Eds.). (2020). *Protest for a Future II: Composition, Mobilization and Motives of the Participants in Fridays For Future Climate Protests on 20–27 September, 2019, in 19 Cities Around the World*. <https://osf.io/asruw/>
- de Moor, J., De Vydt, M., Uba, K., & Wahlström, M. (2021). New kids on the block: taking stock of the recent cycle of climate activism. *Social Movement Studies*, 5(20), 619-625.
- Divernois, C. (2023). *La mobilisation des jeunes activistes pour le climat à la lumière des droits de l'enfant* [Mémoire de master, Université de Genève]. Université de Genève.
- Döninghaus, L., Gaber, K., Gerber, R., Laur, J., Redmer, H., Schlott, A. K., & Wollschläger, A. (2020). Kollektive Identität und kollektives Handeln. Wie werden Entscheidungen in Fridays for Future-Ortsgruppen getroffen? In S. Haunss & M. Sommer (Eds.), *Fridays for Future – Die Jugend gegen den Klimawandel* (pp. 147-162). Transcript.
- Écologie sociale. (2021, 11 janvier). *Dépôt des signatures du référendum pour une écologie sociale*. <https://neuchatel.climatestrike.ch/communiques/2021/01/11/depot-des-signatures-du-referendum-pour-une-ecologie-sociale/>

- Elsig, A., Enckell, M., & Pittet, M. (Eds.) (2019). Pour une histoire ouvrière de l'environnement, *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 35.
- Evenseen, D. (2019). The rhetorical limitations of the #FridaysForFuture movement. *Nature Climate Change*, 9(6), 428-430.
- Faraco, B. (2006). Les organisations non gouvernementales et le réchauffement climatique. *Écologie et Politique*, 33(2), 71-85.
- Fasel Lauzon, V. (2020). *Rapport d'activités de la Coordination UniD – 2019*. Université de Neuchâtel.
- Francesconi, D. (2021). Reti enattive, sviluppo sostenibile e impegno civico. Il caso di FridaysForFuture. *Pedagogia Oggi*, 19(2), 116-123.
- Fritz, L., Hansmann, R., Dalimier, B., & Binder, C. R. (2023). Perceived impacts of the Fridays for Future climate movement on environmental concern and behaviour in Switzerland. *Sustainability Science*, 18(5), 2219-2244.
- Giddens, A. (1991). *The Consequences of Modernity*. Polity Press.
- GIEC. (2018). *Résumé à l'intention des décideurs. Réchauffement planétaire de 1,5 °C. Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté*. Organisation météorologique mondiale.
- Giugni, M. (2019). *La Suisse dans la rue. Mouvements, mobilisations, manifestants*. Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Grève du Climat. (s. d.). *Revendications*. <https://climatestrike.ch/fr/movement>
- Grève du Climat. (2020, 26 juin). *Dossier de presse – motion alimentation*. <https://neuchatel.climatestrike.ch/communiqués/2020/06/27/depot-alimentation/>
- Grève du Climat. (2021). *Plan d'action climatique*. Climate Strike Switzerland.
- Grève du Climat. (2022a, mai). *Orientations stratégiques et priorités régionales*. Grève du Climat Neuchâtel. <https://neuchatel.climatestrike.ch/communiqués/2022/06/03/orientations-strategiques-et-priorites-regionales/>
- Grève du Climat. (2022b). *À quoi pourrait ressembler une économie (réellement) écologique*. Groupe System Change de la Grève du Climat.
- Grève du Climat. (2022c). *Informations actuelles sur la centrale à pétrole de Birr*. <https://climatestrike.ch/fr/posts/birrsinn>
- Grève du Climat. (2024a, 10 mai). *Affichage politique en ville de Neuchâtel*. <https://neuchatel.climatestrike.ch/communiqués/2024/05/12/affichage-politique-en-ville-de-neuchatel/>
- Grève du Climat. (2024b, mai). *Pour une politique industrielle socio-écologique*. <https://climatestrike.ch/fr/posts/position-paper-industrial-policy>

- Grève du Climat (2024c, novembre). *De l'acier pour l'avenir : la Grève du Climat réclame une politique industrielle écologique et sociale*. <https://climatestrike.ch/fr/posts/gerlafingen-9-nov>
- Grève du Climat. (2025a, janvier). *Où va l'industrie de l'acier ?* <https://climatestrike.ch/fr/posts/wohin-bewegt-sich-die-stahlindustrie>
- Grève du Climat. (2025b, 14 janvier). *La Grève du Climat promet de résister aux licenciements chez Steeltec et exige que l'usine devienne propriété publique*. <https://climatestrike.ch/fr/posts/pr-steeltec-entlassungen-klimastreik-widerstand>
- Gusterson, H. (1997). Studying Up Revisited. *PoLAR : Political and Legal Anthropology Review*, 20(1), 114-119.
- Han, H., & Ahn, S. W. (2020). Youth Mobilization to Stop Global Climate Change: Narratives and Impact. *Sustainability*, 12(10), 4127-4150. <https://doi.org/10.3390/su12104127>
- Hess, D. J. (2009). The Potentials and Limitations of Civil Society Research: Getting Undone Science Done. *Sociological Inquiry*, 79(3), 306-327.
- Karnik Hinks, E., & Rödder, S. (2023). The role of scientific knowledge in Extinction Rebellion's communication of climate futures. *Frontiers in Communication*, 8. <https://doi.org/10.3389/fcomm.2023.1007543>
- Junker, B. H. (1960). *Field work*. University of Chicago Press.
- Lenoir, H. (2023). Une éducation populaire toujours émancipatrice. Les expériences des militant-es de la Fédération anarchiste (FA). *Pratiques de formation/Analyses*, 67. <https://www.pratiquesdeformation.fr/350>
- Lipsky, M. (1980). *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*. Russell Sage Foundation.
- Lorenzini, J., Monsch, G.-A., & Rosset, J. (2021). Challenging Climate Strikers' Youthfulness: The Evolution of the Generational Gap in Environmental Attitudes Since 1999. *Frontiers in Political Science*, 3. <https://doi.org/10.3389/fpos.2021.633563>
- Manfredonia, G. (1998). *Libertad et le mouvement des causeries populaires*. La Question sociale.
- Marquardt, J. (2020). Fridays for Future's Disruptive Potential: An Inconvenient Youth Between Moderate and Radical Ideas. *Frontiers in Communication*, 5. <https://doi.org/10.3389/fcomm.2020.00048>
- Masson-Delmotte, V., Zhai, P., Pörtner, H.-O., Roberts, D., Skea, J., Shukla, P. R., Pirani, A., Moufouma-Okia, W., Péan, C., Pidcock, R., Connors, S., Matthews, J. B. R., Chen, Y., Zhou, X., Gomis, M. I., Lonnoy, E., Maycock, T., Tignor, M., & Waterfield, T. (Eds.). (2018). *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty*. Cambridge University Press.

- Morvan, A. (2011). *Pour une éducation populaire politique. À partir d'une recherche-action en Bretagne* [Thèse de doctorat, Université Paris VIII]. Octaviana. <https://octaviana.fr/document/172299233>
- Mouchard, D. (2009). Expertise. In O. Filleule, L. Mathieu, & C. Péchu (Eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (pp. 235-241). Presses de Science Po.
- Noth, F., & Tonzer, L. (2022). Understanding climate activism: Who participates in climate marches such as “Fridays for Future” and what can we learn from it? *Energy Research et Social Science*, 84. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.102360>
- Ollitrault, S. (2001). Les écologistes français, des experts en action. *Revue française de science politique*, 51(1), 105-130.
- Rödter, S., & Pavenstädt, C. N. (2023). ‘Unite behind the Science!’ Climate movements’ use of scientific evidence in narratives on socio-ecological futures. *Science and Public Policy*, 50(1), 30-41.
- Schaupp, S., Petermann, L., & Haab, B. (2024). Climate Youth to Power: Coalition Strategy as Social Movement Response to Youth Power Deficits. *Swiss Journal of Sociology*, 50(1), 67-85.
- Schaupp, S., Schubert, I., Sohre, A., Petermann, L., & Nachtwey, O. (2022a). *Woher kommt und wohin geht der Schweizer Klimastreik ?* Fondation Anny Klawa-Morf.
- Schaupp, S., Schubert, I., Sohre, A., Petermann, L., & Nachtwey, O. (2022b). *D’où vient la Grève du Climat Suisse et où va-t-elle ?* Fondation Anny Klawa-Morf.
- Sommer, M., Rucht, D., Haunss, S., & Zajak S. (2019). *Fridays for Future. Profil, Entstehung und Perspektiven der Protestbewegung in Deutschland*. ipb working papers.
- Spini, M. (2024). Decolonialising Fridays for Future. *Memorie Geografice*, 24, 415-420.
- Thierry, A. (2023). “Heading for Extinction”: The representation of scientific knowledge in Extinction Rebellion’s recruitment talks. *Frontiers in Communication*, 8. <https://doi.org/10.3389/fcomm.2023.1237700>
- Tribunal administratif fédéral. (2024). *Centrale de réserve de Birr: condition non remplie*. <https://www.bvger.ch/fr/newsroom/communiqué-de-presse/centrale-de-reserve-de-birr-condition-non-remplie-1223>
- Wahlström, M., Kocyba, P., De Vydt, M., & de Moor, J. (Eds.) (2019). *Protest for a future: Composition, mobilization and motives of the participants in Fridays For Future climate protests on 15 March, 2019 in 13 European cities*. <https://osf.io/m7awb>
- Zamponi, L., Baukloh, A. C., Bertuzzi, N., Chironi, D., della Porta, D., & Portos, M. (2022). (Water) bottles and (street) barricades: The politicisation of lifestyle-centred action in youth climate strike participation. *Journal of Youth Studies*, 25(6), 854-875.
- Zitterbarth, S. (2021). *Fridays for Future in Latin America. An analysis of collective action frame adaptation by the Peruvian climate movement* Viernes por el Futuro Perú [Mémoire de master]. Université libre de Berlin.

Zulianello, M., & Ceccobelli, D. (2020). Don't Call it Climate Populism : On Greta Thunberg's Technocratic Ecocentrism. *The Political Quarterly*, 91(3), 623-631.